



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Mars 2025

# Sommaire

---

<b>Faits saillants</b> .....	<b>3</b>
POLOGNE .....	3
HONGRIE.....	7
TCHÉQUIE .....	10
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE .....	17
LETTONIE .....	18
ESTONIE .....	19
<b>Agenda</b> .....	<b>21</b>

**100%**

**C'est la part d'énergie  
électrique décarbonée  
produite par le  
principal électricien  
slovaque en 2024**

**Slovenske elektrarne a  
produit 20 787 GWh, issu  
du nucléaire et de  
l'hydroélectricité**

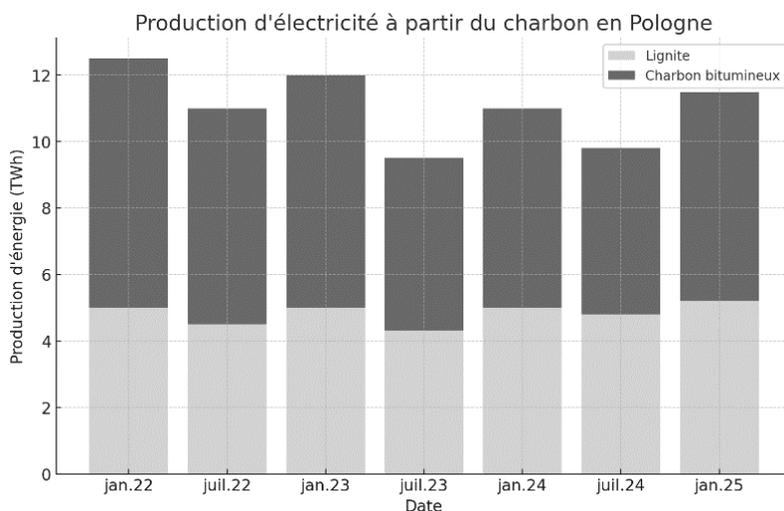
# Faits saillants

## POLOGNE

Le 10 février, le Premier ministre Donald Tusk et son ministre des Finances Andrzej Domański ont tenu une conférence de presse « Pologne, année de rupture » pendant laquelle ils ont présenté leur **vision économique pour l'année 2025**. Les priorités affichées sont le soutien à l'innovation, le renforcement des infrastructures (énergie, transports, ...), et la simplification de l'environnement d'affaires pour les entrepreneurs. Ce plan économique repose sur six axes stratégiques : le soutien à la recherche et à l'innovation, la **transition énergétique**, le développement des nouvelles technologies, le **développement des ports et du rail**, la dynamisation du marché des capitaux et un partenariat accru avec les entreprises. En ce qui concerne le secteur de l'infrastructure et le secteur de l'énergie, **le gouvernement prévoit de tripler d'ici 2030 les volumes de transbordement dans les ports polonais**, notamment à Gdańsk, Gdynia, Szczecin et Świnoujście, afin de renforcer leur rôle dans le commerce international. L'accent est également mis sur **le développement du secteur ferroviaire, avec un budget de 180 Mds PLN (43,4 Mds€) alloué jusqu'en 2032**. Assurer l'accès à une énergie abordable est au cœur du plan gouvernemental. Sur la décennie à venir, la Pologne prévoit d'investir 65 Mds PLN (16 Mds €) dans la modernisation des réseaux de transmission électrique.

## Énergie

Le paysage énergétique polonais traverse une phase de profondes transformations, marquée par des décisions stratégiques dans le charbon, le nucléaire et les énergies renouvelables. La grande compagnie minière JSW cherche à obtenir une concession pour explorer le gisement de Dębieńsko 1, suite au rejet d'une demande concurrente, ouvrant potentiellement la voie à une nouvelle exploitation de charbon en Silésie. En parallèle, la consommation de lignite en Pologne continue d'augmenter, notamment en raison de coûts d'extraction plus bas et d'une baisse des prix des quotas d'émission de CO<sub>2</sub>, alors que la production à partir de houille décline.



## - électricité

En janvier 2025, la production d'électricité en Pologne a enregistré une hausse par rapport à l'année précédente. Selon les données de **l'opérateur du réseau électrique polonais (Polskie Sieci Elektroenergetyczne)**, la production nationale s'est élevée à **16 437 GWh**, soit **+3,29 %** par rapport à janvier 2024. Parallèlement, la consommation intérieure a diminué de 4,74 %, atteignant **15 506 GWh**, ce qui a généré un excédent de production par rapport à la demande nationale. La production nationale d'électricité a dépassé la consommation intérieure, entraînant un solde positif d'échanges internationaux de **931 GWh**. Le mix énergétique polonais a été dominé par les centrales à **houille (43,79 %)** et à **lignite (21,75 %)**. L'éolien a

représenté **19,71 %** du total, tandis que les autres sources renouvelables, majoritairement le solaire, ont contribué à hauteur de **12,60 %**.

### - chauffage

Selon [le nouveau rapport publié par URE fin janvier 2025](#), le secteur polonais de la chaleur reste en difficulté malgré une légère amélioration en 2023. Le résultat financier brut s'est établi à -935,56 M€, mieux qu'en 2022 (-1,46 Mds€), mais la rentabilité globale demeure négative (9,61%). L'augmentation des coûts (+32,92 % en un an) pèse lourdement, en particulier les dépenses en matériaux et en énergie.

La production de chaleur de réseau a baissé de 7 %, tandis que son prix a fortement augmenté (+63,43 % à 24,52 €/GJ). Le marché se consolide avec 398 entreprises actives et un réseau de chauffage urbain en légère expansion (+1,15 %, à 22 830 km). Cependant, la puissance installée recule à 52,68 GW.

Les investissements augmentent (1,16 Md€), avec une part croissante du financement externe (37 %). Malgré ces progrès, la transition énergétique est trop lente pour atteindre l'objectif de 35,4 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, et la situation du secteur reste fragile.

### - renouvelables

Le port de Łeba devient un centre stratégique pour l'éolien offshore en Pologne avec la construction de deux bases de maintenance. Erbud a été choisi par Equinor pour réaliser une base opérationnelle de 15,68 M€, qui sera achevée d'ici 2026 et servira aux parcs éoliens Bałtyk 2 et 3 (1 440 MW). Cette infrastructure comprendra des bureaux, un centre de contrôle, un entrepôt et un quai de 140 m accueillant des navires CTV. En parallèle, Orlen développe sa propre base pour Baltic Power, également confiée à Erbud, avec une livraison prévue en 2025. Ces projets renforcent Łeba comme hub majeur du développement offshore polonais.

### - gaz

La société d'état GAZ-SYSTEM a finalisé la construction du gazoduc Oświęcim – Tworzeń, d'une longueur de 44 km et d'un diamètre de 700 mm, reliant les localités d'Oświęcim et Sławków. Ce projet s'inscrit dans le cadre du **programme d'investissement Coal to Gas**, visant à renforcer l'accès au gaz naturel dans les régions de Silésie et de Petite-Pologne. Il constitue une infrastructure stratégique connectée au Corridor Gazier Nord-Sud et, après l'achèvement du gazoduc Skoczów – Komorowice – Oświęcim, offrira de nouvelles capacités de transport du gaz, notamment via l'interconnexion entre la Pologne et la République tchèque. L'achèvement de ce projet représente une avancée majeure pour la sécurité énergétique du pays et accompagne la transition vers une énergie plus propre. En augmentant l'offre de gaz naturel, il permet la modernisation de l'industrie, le renforcement de la compétitivité économique et l'amélioration de la qualité de l'air dans les régions concernées.

Le PDG d'Orlen, Ireneusz Fąfara, a déclaré à PAP (agence polonaise de presse) qu'Orlen investira 1,4 Mds€ dans la construction d'une nouvelle centrale à gaz à Gdańsk (bien qu'elle n'ait pas reçu de soutien lors de l'enchère de capacité de décembre dernier) et d'une unité supplémentaire à gaz à Grudziądz (la première est déjà en construction).

## Environnement

### - eau

Fin février, le président de la République Andrzej Duda a signé **l'amendement à la loi sur l'eau**. La nouvelle législation vise à **augmenter les plafonds de dépenses des principales institutions responsables de la gestion des ressources en eau et de la météorologie** en Pologne. La loi a été amendée en réponse aux observations de la Cour de comptes (NIK) qui avait signalé des irrégularités dans le financement de ces institutions.

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a informé qu'1,1 Md PLN (262 M€) du programme « Fonds Européens pour les Infrastructures, le

Climat et l'Environnement » (*FENiKS*) serait destiné à la réalisation de 24 investissements dans la gestion des eaux et des eaux usées. Le cofinancement permettra de construire et de moderniser 163 km de réseau d'égouts et de 16 stations d'épuration.

### - déchets

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a choisi 9 localisations qui bénéficieront des fonds de la réserve budgétaire prédéfinie dédiés à l'élimination des dépôts illégaux des déchets dangereux. Le financement à hauteur de 200 M PLN (47,6 M€) sera adressé aux collectivités locales dans la voïévodie de Silésie, de Sainte-Croix, de Łódź et de Petite-Pologne.

### - qualité de l'air

Le 18 février, le *NFOŚiGW* a demandé auprès de la BEI le décaissement de 10 Mds PLN (2,4 Mds€) du Fonds de modernisation pour le programme « Air Pur », projet phare de financement du remplacement des chaudières à charbon et de la rénovation thermique des bâtiments résidentiels.

### - efficacité énergétique

La ville de Varsovie bénéficiera du financement dans le cadre du programme *Elena* (*European Local ENergy Assistance*), mis en œuvre par la BEI et la Commission européenne. La participation au programme permettra d'améliorer l'efficacité énergétique d'une cinquantaine de bâtiments résidentiels collectifs.

## Infrastructures

Le 10 février 2025, à Łódź, s'est tenue une réunion entre le ministre de l'Infrastructure, Dariusz Klimczak, le vice-ministre du Développement et des Technologies, Michał Jaros, ainsi que des représentants des entreprises et organismes sous tutelle du ministère, et des acteurs du secteur de la construction. Cette réunion a permis de présenter les projets d'investissement prévus pour les deux prochaines années, d'une valeur totale estimée à 18,75 Mds€.

Les investissements en infrastructures routières prévoient des dépenses d'environ 4,7 Mds€ en 2025 pour la construction et la modernisation de 392 km de routes, avec une extension à 500 km en 2026. Des appels d'offres seront lancés pour la construction de nouvelles routes, la modernisation des infrastructures existantes et l'amélioration de la sécurité routière.

En ce qui concerne les investissements ferroviaires, 3,75 Mds€ seront consacrés à la modernisation de 1300 km de lignes ferroviaires en 2025, avec des projets phares tels que la ligne Podłęże – Tymbark/Mszana Dolna, la modernisation de la ligne 104 Chabówka – Nowy Sącz (3,28 Mds€) et la ligne 201 Maksymilianowo – Kościerzyna – Gdynia.

Le programme CPK bénéficiera de plus de 4,69 Mds€ pour la période 2025-2026, avec des travaux préparatoires, incluant des demandes de permis de construire pour le terminal et la gare ferroviaire, ainsi que des études géologiques et archéologiques. Des appels d'offres seront également lancés pour la construction des infrastructures clés.

Dans le cadre du Plan national de Relance, le vice-ministre Jan Szyszko a annoncé une extension du programme ferroviaire, portant à 800 km le nombre de lignes à moderniser, revitaliser ou construire, contre 500 km initialement prévus, tout en maintenant le budget de 2,5 Mds€. L'objectif est de réduire les temps de trajet, d'améliorer le confort et d'optimiser la fluidité du trafic. Selon le vice-ministre des Infrastructures, Piotr Malepszak, ces fonds serviront également à éliminer les goulots d'étranglement sur des axes stratégiques tels que Varsovie-Katowice et Sucha Beskidzka-Żywiec.

## Transport

Selon l'Association pour la lutte contre l'exclusion dans l'accès aux transports publics, jusqu'à 15 M de polonais sont chaque jour confrontés à un accès limité aux transports publics. Au cours des 30 dernières années, les liaisons ferroviaires ont été supprimées dans environ 70 villes de

plus de 10 000 habitants. La situation est encore pire dans les petites villes : on estime que 20% d'entre elles sont complètement coupées des transports publics et que 20 % y ont un accès minimal.

### - ferroviaire

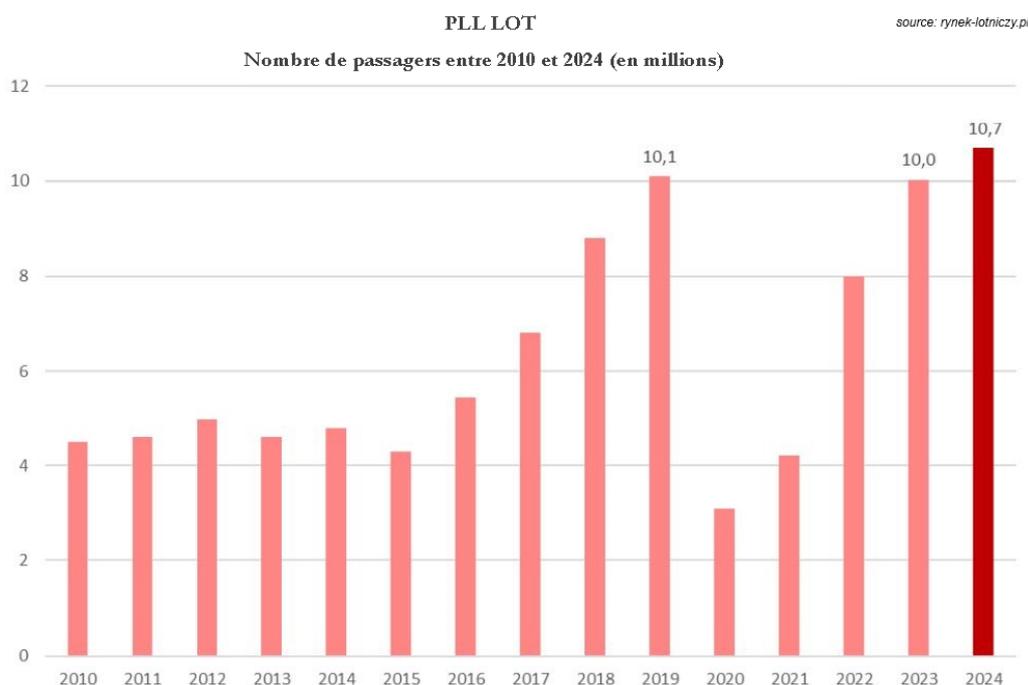
Le 13 février, la société **CPK a signé avec EY**, sélectionné dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres, un accord concernant **l'élaboration du business plan et de test d'investisseur privé pour la société qui aura en charge le matériel roulant de CPK**. La mission confiée à EY prévoit en option la réalisation d'un mémorandum d'investissement pour un potentiel partenaire financier.

L'opérateur ferroviaire PKP Intercity (PKP IC) planifie acheter 35 wagons-lits pour ses liaisons internationales. L'appel d'offre pourrait être lancé cette année. Actuellement, PKP IC exploite 39 wagons-lits et 16 wagons-couchettes.

### - aérien

Le 21 février le conseil d'administration de PPL (Aéroports polonais) a révoqué son président Andrzej Ilków, nommé en mars 2024. Selon des informations officieuses, les causes seraient des divergences d'opinion avec le conseil d'administration, la lenteur des préparations de l'extension de l'aéroport Chopin et de l'excès de pouvoir. L'intérim est assuré par Marcin Danił, membre du conseil d'administration chargé des finances.

En 2024 la compagnie aérienne LOT a noté un très bon bénéfice net de 688,5 M PLN (164 M€), un EBITA de 805,7 M PLN (192 M€) avec les revenus s'élevant à 9,923 Mds PLN (2,4 Mds€). Le nombre de passagers a atteint 10,7 M (contre 10,021 M en 2023), soit 0,7 M de plus par rapport à l'année 2019, avant la pandémie COVID. Au mois de janvier de cette année, 768 990 passagers ont été enregistrés, soit +10,2% par rapport à la même période en 2024.



La compagnie aérienne polonaise LOT envisage d'ouvrir une base opérationnelle à Chisinau. Le président de LOT s'est entretenu sur ce sujet avec Mircea Păscăluță, secrétaire d'Etat au Ministère des Infrastructures et du Développement Régional moldave et avec Violeta Agrici, ambassadrice de Moldavie en Pologne. LOT négocie aussi l'ouverture d'une base opérationnelle à Prague.

## - routier

La crise de l'énergie, l'augmentation du prix des carburants, les changements dans la réglementation et les problèmes de disponibilité des conducteurs ont placé le secteur des transports polonais en difficulté. En 2024, presque 3 000 d'entreprises de transports ont annoncé la fermeture de leur activité ce qui représente une augmentation de 20% environ par rapport à 2023 et 34 sociétés ont fait faillite, soit un triplement en glissement annuel.

## - maritime

En 2024, le volume total de transbordements dans les ports polonais a atteint 136,65 Mt, ce qui représente une diminution de 6,2% par rapport à 2023. La plus forte réduction a été observée dans les transbordements de charbon, tandis que la plus grande augmentation concernait les transbordements du bois.

Transbordements dans les plus grands ports polonais entre 2019 et 2024 (en milliers de tonnes)							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Changement 2024/2023
Gdańsk	52 154	48 038	53 213	68 220	80 957	77 390	-4,40%
Gdynia	23 957	24 662	26 692	82 197	29 399	26 896	-8,52%
Szczecin-Świnoujście	32 175	31 178	33 220	36 810	35 323	32 362	-8,38%
<b>Total</b>	<b>108 286</b>	<b>103 878</b>	<b>113 125</b>	<b>187 227</b>	<b>145 679</b>	<b>136 648</b>	<b>-6,20%</b>

## - électromobilité

La Direction Générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA) a lancé un appel d'offre pour la construction de stations de recharge rapide pour les véhicules électriques (voitures particulières et camions) et pour l'opérateur et le fournisseur des services de recharge dans 31 aires de repos. La période de location prévue est de 20 ans avec une prolongation possible de 5 ans.

Le Ministère des Fonds et de la Politique Régionale a informé que la Commission Européenne avait accordé 59 M€ dans le cadre du programme 'Connecting Europe' pour le déploiement de l'infrastructure pour carburants alternatifs (CEF AFIF 2024). Dans le cadre des projets sélectionnés seront construits les chargeurs pour véhicules légers et véhicules utilitaires lourds, y compris les chargeurs ultra-rapides d'1 MW innovants sur le marché polonais.

## - urbain

Le 12 février, la régie de transports de Varsovie (MZA) a lancé l'appel d'offre pour la fourniture des 90 bus électriques, dont 5 véhicules autonomes. Les soumissions peuvent être présentées jusqu'au 27 mars.

# HONGRIE

## Énergie

La centrale nucléaire de Paks a fourni 47% de l'électricité produite en Hongrie en 2024. La génération d'électricité de la centrale s'est élevée à 16,03 TWh, un record depuis sa mise en service.

## - électricité

La Hongrie et la Slovaquie ont obtenu un financement européen de 33 M€ pour renforcer l'intégration de leurs réseaux électriques. Le projet prévoit la construction de sous-stations, stations météorologiques, lignes à haute tension, et de transformateurs intelligents.

## **- gaz**

Le ministère de l'énergie a annoncé que l'appel d'offres pour la construction d'une centrale à gaz à cycle combiné à Tiszaújváros a été remporté par un consortium composé de la filiale suisse de l'entreprise turque Calik Enerji et de l'italien Ansaldo Energia. La nouvelle centrale aura une puissance de 1 000 MW.

Le gouvernement a publié un décret qui lui permet de conserver, jusqu'au printemps 2026, la réserve spéciale de gaz, achetée en 2022 lors de la très forte hausse des prix de l'énergie. Le décret donne davantage de contrôle au ministère sur l'utilisation de ce gaz et permet son stockage dans n'importe quelle installation de stockage de gaz. En revanche, l'acheteur de ce gaz est toujours tenu d'offrir un prix au moins aussi élevé que le prix auquel le gaz a initialement été acheté. Or ce gaz a été acheté lorsque les prix atteignaient 255 €/MWh, contre environ 50 €/MWh actuellement. L'acheteur – vraisemblablement MVM – paiera donc un prix bien supérieur au prix du marché pour ce gaz.

L'entreprise MET Group – basée en Suisse mais détenue par des Hongrois – va acquérir 68,5% de l'entreprise énergétique et de télécommunications belge Mega Group. Les fondateurs et codirigeants actuels vont conserver 31,5% des parts et resteront à la tête de l'entreprise qui compte environ 500 000 clients en Belgique et aux Pays-Bas.

## **- énergies fossiles**

Le ministre des affaires étrangères et du commerce Péter Szijjarto a de nouveau évoqué la construction d'un oléoduc entre la Hongrie et la Serbie. Sa longueur totale sera de 300 km, dont 180 km en Hongrie et 120 km en Serbie. Le segment hongrois de l'oléoduc représente un investissement de 320 M€ et sa construction prendra 3 ans.

La Hongrie va recevoir du pétrole du Kazakhstan via l'oléoduc Druzhba. Des faibles volumes seront importés cette année dans le cadre d'une première phase de test. L'entreprise MOL est présente au Kazakhstan dans les secteurs du gaz et du pétrole, mais la Hongrie n'a encore jamais reçu de pétrole kazakh, contrairement à l'Allemagne qui s'approvisionne via la branche Nord de l'oléoduc Druzhba.

MOL pourrait significativement augmenter ses livraisons de diesel et d'essence vers la Serbie. En effet, les nouvelles sanctions américaines sur l'industrie gazière et pétrolière russe ont un impact sur la compagnie serbe NIS, détenue en majorité par Gazprom et Gazpromneft.

## **- énergie nucléaire**

L'autorité hongroise de l'énergie nucléaire (HAEA) a exigé l'interruption de certains travaux à la centrale de Paks II suite à l'effondrement d'un pan de mur situé dans le puit d'excavation de ce qui doit devenir le cinquième réacteur de Paks. L'effondrement se serait produit sur une hauteur de 7 m et les premières fissures auraient été découvertes dès le 15 janvier. Des parties - qui avaient été renforcées après ces premières découvertes - ont glissé le 30 janvier. Dans ces conditions, la poursuite des travaux dans la zone incriminée ne pourra reprendre que lorsque l'exploitant aura mené les actions nécessaires (audit sur l'accident, démonstration que le problème est maîtrisé et ne se reproduira pas).

Les membres de l'opposition, la cheffe de cabinet du politicien Akos Hadrázy, Mme Bernadette Szilágyi, et l'entrepreneur et politicien M. Antal Csárdi avaient visité le chantier quelques heures avant la publication de la décision de l'HAEA. M. Csárdi est intervenu pour notamment souligner que la direction de la centrale nucléaire de Paks ne l'avait pas laissé prendre de photos, l'avait tenu à l'écart du mur problématique et n'avait pas répondu correctement aux questions et ce alors même que la centrale a l'obligation légale de le faire.

A ce stade de la construction, un tel accident n'a pas d'impact direct en matière de sûreté nucléaire, a rappelé la HAEA.

## - énergies renouvelables

La capacité installée des panneaux photovoltaïques a atteint 7 750 MW, selon une annonce du ministère de l'énergie datée du 17 février. Près de 300 000 particuliers disposent de petites installations domestiques.

Selon une récente étude du Centre commun de recherche de la Commission européenne, la Hongrie dispose d'un fort potentiel pour l'installation d'éoliennes terrestres. L'étude classe le potentiel hongrois en huitième position dans l'UE, quasiment au même niveau que l'Allemagne. A ce jour, la capacité installée en Hongrie s'élève à 0,3 GW, contre 63 GW en Allemagne. Le gouvernement a récemment amendé la loi pour permettre l'installation de nouvelles éoliennes mais se donne seulement pour objectif d'atteindre 1,1 GW en 2030, 2 GW en 2040 et 3 GW en 2050.

L'entreprise coréenne de batteries SK On s'est séparée de plus de 1 500 employés durant l'année écoulée. Le fabricant est très affecté par le ralentissement de la demande dans le secteur des véhicules électriques. En dépit de ces licenciements, le gouvernement estime que SK On continue à remplir ses engagements en matière d'emploi et n'est pas tenue de rembourser une partie des subventions reçues.

## Environnement

Le ministre de l'agriculture István Nagy a annoncé que le gouvernement allait allouer 310 Mds HUF (773 M€) à la plantation de nouvelles forêts. Peu de détails ont été dévoilés à ce stade, mais certaines associations de défense de l'environnement relèvent que les précédentes actions du gouvernement dans ce domaine ont principalement conduit à la plantation d'essences allogènes utilisées par l'industrie du bois.

La municipalité de Budapest s'est associée à l'action en justice contre le gouvernement pour inaction concernant la dépollution de la centrale à gaz d'Óbuda. L'énergéticien public MVM est censé dépolluer 200 000 t de déchets incinérés.

## Transport

### - ferroviaire

La Hongrie a livré 1 105 des 1 350 wagons de trains commandés par l'Egypte dans le cadre d'un contrat de 1,1 Md€. Les 335 wagons restants sont en cours de fabrication à Dunakeszi en Hongrie. Le contrat était initialement une collaboration entre la Hongrie et la Russie, mais le déclenchement de la guerre en Ukraine a contraint la Russie de se retirer du projet. Selon Péter Szijjarto, ce premier contrat avec un pays africain pourrait ouvrir la voie à d'autres coopérations en matière ferroviaire sur le continent.

### - aérien

Près de 1,3 M passagers ont transité via l'aéroport de Budapest en janvier, en augmentation de 17,5% par rapport à 2024. Les destinations les plus prisées étaient Londres, Paris et Istanbul. Le fret aérien a quant à lui augmenté de 58,5%. L'aéroport souhaiterait lancer des vols vers l'Amérique du Nord, et les Etats-Unis de manière prioritaire, ainsi qu'à destination de l'Asie du Sud-Est.

De nouvelles rénovations ont débuté aux abords de l'aéroport de Budapest. Les véhicules devront stationner sur des parkings et des espaces situés à une plus grande distance de l'entrée du terminal 2.

Du fait d'une impasse dans les négociations salariales, les employés de l'aéroport de Budapest envisagent de lancer une grève. Les syndicats réclament notamment une augmentation de 10 % des salaires pour les travailleurs de rang deux et trois, mais la direction de l'aéroport ne veut pas aller au-delà de 4%.

## - urbain

Le maire de Budapest Gergely Karácsony a annoncé son intention de créer un système de Métrobus afin de relier certaines portions excentrées de la capitale à des stations de métro. Le but sous-jacent est de proposer une alternative au transport en voiture. Il a toutefois ajouté que la mise en place de ce système serait difficile du fait des relations compliquées avec le gouvernement et du blocage de la majeure partie des financements européens.

# TCHÉQUIE

## Énergie

### - inondations

La Banque nationale de développement (NRB) a assoupli les conditions du programme Prêt-Redémarrage des inondations 2024 visant à soutenir la relance des PME et entrepreneurs. Le seuil minimal du prêt sans intérêt a été abaissé à 250 000 CZK (10 000 €) et les secteurs éligibles incluent désormais l'énergie. Doté de 1,5 Md CZK (60 M€), le programme propose des prêts allant jusqu'à 100 M CZK (4 M€) pour financer l'achat ou la réparation d'équipements et de bâtiments. Il prévoit une annulation possible de 25 % du montant emprunté et des échéances allant jusqu'à 15 ans, dont 3 ans de différé. À ce jour, 477 M CZK (19 M€) de demandes ont été enregistrées. Plus d'information : communiqué du [MPO](#) et de la [NRB](#).

### - nucléaire

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MPO) a lancé une consultation interministérielle sur le projet de mise à jour du concept de gestion des déchets radioactifs et du combustible nucléaire usé. Ce document devrait fixer les priorités stratégiques concernant l'énergie nucléaire, notamment : la mise en service d'un dépôt géologique profond d'ici 2050, l'adaptation aux nouvelles capacités nucléaires et le développement des réacteurs modulaires. Le projet devra tenir compte des évolutions réglementaires européennes (directive 2011/Euratom et résolution gouvernementale n° 24 du 11 janvier 2023) et inclure les recommandations de la mission *Artemis* menée en octobre 2023 par des experts de l'*AIEA* et coordonnée par l'agence française *ANDRA*. Une fois cette procédure terminée, le concept sera soumis au gouvernement tchèque. Plus d'information : communiqué du [MPO](#), rapport final de la mission *Artemis* de l'[AIEA](#).

### - acteurs du marché

Début février, le groupe *Veolia Energie International* a annoncé l'acquisition des 15 % des parts de sa filiale *Veolia Energie République tchèque* (CA 1 Md€ en 2022) détenues par le groupe *CEZ*, portant ainsi sa participation à plus de 98 %. Le closing de la transaction, soumise à l'agrément du ministère tchèque de l'industrie et du commerce (MPO), est prévu pour avril ou mai 2025. Plus d'information : communiqué des groupes [Veolia](#) et de [CEZ](#).

## Sobriété

### - efficacité énergétique

Le programme *Nouvelle Épargne Verte* visant à financer l'isolation des maisons a réouvert le 20 février. Il permet le versement de subventions à l'avance et la souscription à des prêts préférentiels. Deux sous-programmes sont proposés : i) "*Réparer la maison de votre grand-mère*", axé sur les rénovations complètes avec une aide pouvant atteindre 1 M CZK (40 000€) et, ii) "*Nouvelle Épargne Verte Légère*", destiné aux rénovations partielles (isolation, remplacement de fenêtres, chauffage, panneaux solaires) avec un soutien maximal de 500 000

CZK (20 000 €). Les ménages modestes et seniors bénéficient d'un accompagnement spécifique et d'un montant de subventions relevé. Le programme a permis au cours de ses 15 années d'existence de soutenir 600 000 ménages, dont 70 % sous l'actuel gouvernement. L'ensemble du processus de candidature est dématérialisé via le site [zadosti.sfpz.cz](http://zadosti.sfpz.cz). Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

### - *gestion des déchets*

Lors du Conseil de l'UE, le ministre tchèque de l'Environnement, Petr Hladík, a dénoncé le contournement des obligations de recyclage par les plateformes de vente en ligne d'entreprises établies dans des pays non-membres de l'UE. Ces plateformes, échappant aux règles européennes, font peser le coût du traitement des déchets sur les États membres. En Tchéquie, cette pratique représente une perte annuelle estimée à 100 M CZK (4 M€). La Tchéquie soutient une révision des directives européennes sur les déchets et de la loi sur les services numériques pour garantir des règles équitables. P. Hladik a également plaidé pour un renforcement des mesures contre la pollution aux microplastiques et souhaite accélérer l'application des règles sur la perte de granulés plastiques. Enfin, le ministre a proposé de réduire l'objectif de l'UE concernant l'utilisation de plastique recyclé dans la fabrication des véhicules pour le passer de 25 % à 15 % d'ici 2030, tout en souhaitant élargir les sources de plastique recyclé au-delà des seules épaves automobiles. Plus d'information : communiqués du MZP ([1](#), [2](#)).

### - *publicité*

Le gouvernement tchèque a approuvé un amendement à la loi sur la réglementation de la publicité. L'amendement encadre la publicité sur les préparations pour nourrissons, les dispositifs médicaux et les médicaments, et la fourniture des informations obligatoires. Il interdit la promotion des dispositifs médicaux dont la manipulation doit être réalisée par un professionnel de santé et restreint l'implication de célébrités dans leur publicité. La surveillance des publicités pour les préparations pour nourrissons sera transférée aux autorités agricoles et alimentaires. L'entrée en vigueur est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2025. Plus d'information : communiqué du [MPO](#).

## Environnement

### - *qualité de l'air*

L'amendement à la loi sur la protection de l'air, signé par le président Pavel, impose aux entreprises des mesures renforcées pour limiter la pollution, notamment la surveillance continue des émissions pour 7700 sources dès 2026 et l'extension de cette obligation à plusieurs industries à compter de 2028. De nouvelles règles encadreront également le niveau de poussière sur les chantiers et fixeront des distances minimales entre habitations et sources polluantes (200 à 500 m). L'amendement prévoit aussi une revalorisation annuelle des taxes sur la pollution pour inciter à la réduction des émissions. Les municipalités pourront enfin mieux adapter les zones à faibles émissions en restreignant l'accès des véhicules polluants et en régulant les épisodes de *smog* par des mesures locales. Il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2025. Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

### - *eau*

Le ministère de l'Environnement lance un appel à projets doté de 200 M CZK (8 M€) pour améliorer le traitement des eaux usées dans les zones karstiques de Bohême et de Moravie. Les municipalités concernées pourront financer la modernisation ou la construction de stations d'épuration, avec une prise en charge pouvant atteindre 90 % des coûts éligibles pour la planification et 60 % pour la réalisation des projets. Cet investissement vise à réduire la pollution en azote et phosphore, qui menace ces écosystèmes vulnérables. 71 zones cadastrales sont ciblées, dont 13 communes sans aucun système d'assainissement. Les stations subventionnées devront assurer un suivi qualité sur 10 ans. Les candidatures seront ouvertes

du 5 mars au 31 décembre 2026, pour des projets à finaliser d'ici 2029. Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

Trois ans après la signature de l'accord tchéco-polonais de février 2022 visant à réduire l'impact environnemental de l'exploitation de la mine de lignite de Turow sur le territoire tchèque, les premiers résultats sont visibles. La stabilisation des nappes phréatiques est en cours. Un remblai et le reboisement ont atténué les nuisances sonores et la pollution lumineuse. En parallèle, un fonds de compensation finance le développement d'infrastructures hydrauliques et des projets environnementaux locaux. Toutefois, des tensions subsistent, la Pologne restreignant l'accès aux données environnementales, qualifiées de « secret d'affaires ». Le contentieux a été porté devant la justice qui devra déterminer si le droit tchèque prévaut sur l'accord bilatéral. Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

### - *faune*

Le gouvernement tchèque a adopté un plan d'action 2025-2028 visant à renforcer la lutte contre le commerce illégal d'espèces protégées. Le plan prévoit 19 mesures, incluant la création d'un registre des infractions, la mise en place d'un coordinateur national, la formation de cellules spécialisées, le renforcement des contrôles en ligne et une meilleure prise en charge des animaux saisis. Des institutions clés, comme l'Inspection environnementale tchèque, la police et les douanes, collaborent à son application pour renforcer le respect des règles du Commerce international des espèces sauvages (CITES) et lutter efficacement contre ce marché illégal. Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

### - *flore*

L'amendement à la loi n°114 sur la protection de la nature et du paysage a été adopté en première lecture à la Chambre des députés. Il prévoit une protection accrue des arbres menacés par la construction, avec des compensations financières pour les municipalités en cas d'abattage, l'introduction de trois nouvelles catégories d'espèces protégées et une meilleure prise en compte de l'habitat naturel des espèces menacées. La loi prévoit également la déclaration du parc national de *Krivoklatsko*. Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

## Transport et infrastructures

### - *ferroviaire*

**Déclin du transport de marchandises ferroviaire** : Les flux intérieurs de marchandises ont totalisé en 2023 plus de 31 Mds tonnes.km, enregistrant une baisse de 14 % par rapport à 2019. Les redevances de circulation des transporteurs de fret ont baissé de 18,7 % en 2023 par rapport à 2022. Les opérateurs ne parviennent à remplacer les transports de charbon et de produits métallurgiques qu'à un tiers seulement par le transport de produits pétrochimiques ou de biomasse. Confrontés au prix élevé de l'électricité, ils ont perdu également des contrats pour les aciéries européennes, en difficultés elles-mêmes, limitent le système des wagons isolés et annoncent des licenciements.

L'industrie ferroviaire, l'un des moteurs de l'économie tchèque, a connu en revanche en 2024 une croissance significative avec un chiffre d'affaires de 133 Mds CZK (5,3 Mds€), en hausse de 2,3 % par rapport à 2023. Sur ce montant, la moitié provenait des exportations. Le secteur a vu ses effectifs s'accroître de 300 emplois pour atteindre 23 200. Les meilleurs résultats concernent notamment les entreprises *CZ LOKO* (véhicules ferroviaires et locomotives), *Škoda Group* (véhicules ferroviaires, moteurs électriques et moteurs de traction), *FAIVELEY TRANSPORT CZECH* (appareils électromécaniques pour l'industrie ferroviaire et les transports publics en ville), *DT Atelier d'aiguillage et d'ingénierie* et *Kontron Transportation* (technologie de communication GSM-R).

Le gestionnaire ferroviaire *Správa železnic* a entamé la modernisation du nœud ferroviaire de Česká Třebová, l'un des plus importants au niveau européen, avec 500 trains par jour. Les

travaux, qui devront se terminer en 2031, comprennent la reconstruction de voies (72 km) et de quais prochainement sans barrières, le renouvellement de dizaines de km de traction électrique, ainsi que la modernisation de 173 aiguillages et de 30 ponts.

**LGV** : Le gestionnaire ferroviaire *Správa železnic* a signé un contrat avec la *Société Financière Internationale (SFI - International Finance Corporation - IFC)*, du *Groupe Banque mondiale*, portant sur la prestation de services de consultance pour le projet LGV Moravian Gate (Přerov-Ostrava Svinov) qui sera réalisé sous forme d'un PPP. La principale mission de la *SFI*, en tant que conseiller en transactions, consistera à fournir une assistance spécialisée concernant la préparation du cahier des charges de l'appel d'offres, l'élaboration du contrat de concession et la sélection du concessionnaire le plus approprié.

**ETCS** : L'autorité de la concurrence (*UOHS*) a confirmé l'exclusion d'*Alstom* de l'appel d'offres sur l'équipement en système ETCS (partie sol) de la ligne ferroviaire Kralupy n. Vltavou - frontière allemande pour un montant estimé à 464 M€, au motif que l'entreprise n'a pas satisfait aux critères de références techniques. L'appel d'offres se limite maintenant à *AŽD* et *Siemens*. *Alstom* a indiqué vouloir saisir les instances judiciaires tchèques compétentes ainsi que la Commission européenne.

**Ouverture à la concurrence (sanctions)** : Le ministère des Transports a infligé un montant record d'amendes en 2024, totalisant 0,64 M€ contre 54 000 € en 2023, aux opérateurs ferroviaires exerçant une mission de service public, pour le non-respect des obligations contractuelles (retards, non-respect de la qualité, non-déploiement de véhicules appropriés, suppression des liaisons...). Sur les quatre opérateurs exerçant une mission de service public avec exploitation des liaisons à grande distance pour le compte de l'Etat, seul *GW Train Regio* a passé les contrôles de manière irréprochable. L'opérateur national *České dráhy* a été le plus lourdement sanctionné.

**Billet unique** : l'opérateur privé *LéoExpress* a annoncé qu'il reconnaitra à compter du 15 juin 2025 le billet unique (*OneTicket*), introduit en 2020, dans ses trains commerciaux opérés sur la ligne en *open-access* Prague-Ostrava-frontière slovaque. A ce jour, il ne les reconnait que dans ses trains régionaux. Contrairement aux liaisons opérées dans l'OSP, les transporteurs ne sont pas obligés de reconnaître le billet unique dans les trains commerciaux. En 2024, un total de 2,5 M de billets uniques d'une valeur de 331 M CZK (13,2 M€) ont été vendus, en baisse de 3 % par rapport à 2023.

Un grave accident ferroviaire s'est produit à Hustopeče nad Bečvou, où un train de marchandises transportant dix-sept camions-citernes remplis de benzène toxique a déraillé, déclenchant un énorme incendie (quinze citernes ont pris feu). Si personne n'a été blessé, l'environnement (contamination des sols et des eaux souterraines) et l'infrastructure ferroviaire ont été touchés par les fuites, les dommages étant actuellement estimés à 10 M€.

## - routier

La Direction des routes et des autoroutes (*ŘSD*) ouvrira en 2025 plus de 630 nouvelles places de stationnement sur les aires de repos autoroutiers (+ 50 % par rapport à 2024). La moitié sera réservée aux poids lourds. Le pays compte actuellement 9 100 places de stationnement dont un tiers pour les camions. Selon *ŘSD*, plus de 1 300 places pour les camions manquent encore, leur construction continuera dans les prochaines années.

## - aérien

Suite à l'initiative de *Ryanair* dénonçant l'augmentation de la taxe d'aéroport de Prague, l'autorité tchèque de la concurrence (*UOHS*) a commencé à examiner la politique de tarification de l'aéroport. *Ryanair* pointe des paramètres discriminatoires présumés dans la liste des prix de l'aéroport qui sont « à contre-courant » alors que d'autres aéroports européens réduisent leurs taxes. Après une hausse de 6 % en 2024 de la taxe aéroportuaire, la redevance

pour l'utilisation des guichets d'enregistrement a été augmentée à compter de 2025 et une nouvelle redevance d'émission a été introduite.

La compagnie aérienne espagnole *Vueling* a annoncé la fin de ses vols entre Paris et Prague à compter du 28 mars 2025. L'aéroport de Prague restera connecté à Paris par les vols de *Transavia* vers l'aéroport d'Orly, d'*Air France* et de *Smartwings* à destination de l'aéroport CDG et de *Ryanair* vers l'aéroport de Beauvais.

L'aéroport de Prague a lancé début mars une reconstruction massive d'une valeur de 1,3 Md€ pour une livraison prévue en 2033. L'objectif de ce chantier, comprenant la construction de plusieurs parkings, de nouveaux stationnements plats et l'extension des deux terminaux, est d'augmenter la capacité de transport pour la passer de 15 à 21 millions de passagers. A terme, l'aéroport de Ruzyně sera connecté au réseau ferroviaire. Une nouvelle piste d'atterrissage est également prévue.

## - urbain

Sur la base de la plainte déposée par *Stadler*, l'Autorité de la concurrence (*UOHS*) a émis une mesure préliminaire interdisant à l'*Entreprise des transports de Prague (DPP)* la conclusion du contrat pour le marché public « *Trains et automatisation du système de transport de la ligne métro C et de la nouvelle ligne D* » (3,53 Mds€). *Stadler*, qui n'a pas soumissionné, conteste les critères de qualification qu'il juge discriminatoires. *Alstom* et *Siemens* participent au dialogue compétitif, la signature du contrat avec le fournisseur retenu était initialement prévue en 2025.

## Fonds européens

Le ministère de l'Agriculture tchèque a approuvé l'ouverture d'un appel à projets pour le remembrement des terres, doté de 2,6 Mds CZK (104 M€). Ces fonds financeront la création d'infrastructures pour prévenir les inondations et améliorer la gestion de l'eau, telles que des réservoirs d'eau, des corridors biologiques et des infrastructures anti-érosion. L'Office foncier de l'État sera chargé de la mise en œuvre des projets sélectionnés, avec une priorité accordée aux zones présentant un risque hydrique et climatique. Depuis 2013, 22 Mds CZK (880 M€) ont été investis, couvrant 42 % du foncier agricole. Les candidatures seront acceptées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Plus d'information : communiqué du [Ministère de l'Agriculture](#).

Le 5<sup>e</sup> cycle de demandes d'aide au développement rural dans le cadre du Plan stratégique de la PAC 2023-2027 ouvre avec une enveloppe de 2,3 Mds CZK (92 M€). Ce financement soutient la réduction des émissions agricoles (750 M CZK, 30 M€), les activités non agricoles (380 M CZK, 15,2 M€) et des investissements forestiers. Parmi les mesures éligibles figurent l'achat d'épurateurs d'air et de technologies de gestion du lisier, le développement de l'agrotourisme et le renforcement des infrastructures forestières. Les fonds sont répartis entre l'UE (35 %) et l'État tchèque (65 %). Les règles pour la foresterie seront publiées prochainement. Plus d'information : communiqué du [Ministère de l'Agriculture, 5e série de candidatures du Plan stratégique de la PAC 2023-2027](#).

## SLOVAQUIE

### Guerre en Ukraine

Dans le cadre de la diversification de ses routes d'approvisionnement, le 26 février, le groupe hongrois MOL avec sa filiale slovaque Slovnaft ont signé un contrat d'un an avec la société croate JANAF. Ce contrat facilitera le transit de 2 Mt de pétrole par l'oléoduc Adria ainsi que le stockage dans les terminaux croates Omisalj et Sisak jusqu'à 2027.

Le 6 mars, le Premier ministre slovaque Robert Fico a endossé les conclusions finales sur l'Ukraine du fait de l'ajout d'un point concernant la Slovaquie : Le Conseil européen invite la Commission, la Slovaquie et l'Ukraine à redoubler d'efforts pour trouver des solutions réalisables à la question du transit du gaz, tout en tenant compte des préoccupations

exprimées par la Slovaquie. En effet, après l'arrêt du transit sur le territoire ukrainien vers la Slovaquie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le Premier ministre a conditionné son soutien aux conclusions par la mention de ce transit. Le même jour, la principale société de gaz, la société publique SPP, a créé sa filiale en Ukraine en espérant que celle-ci puisse acheter le gaz russe à la frontière entre l'Ukraine et la Russie. Depuis l'arrêt des livraisons par l'Ukraine, la Slovaquie a renforcé son approvisionnement par la Hongrie. Le 6 mars, lors de son déplacement en Slovaquie, le ministre hongrois des Affaires étrangères et du commerce, M. Péter Szijjarto, a confirmé en présence de la ministre slovaque de l'Economie, Mme Denisa Sakova, la fourniture de 1,5 Md m<sup>3</sup> de gaz à la Slovaquie.

## Énergie

### - électricité

En 2024, le principal électricien du pays a réalisé une production d'électricité de 20 787 GWh dont une livraison nette au réseau (après la déduction de sa propre consommation) à hauteur de 18 703 GWh. La livraison nette de la production issue des cinq réacteurs nucléaires s'est élevée à 16 891 GWh soit 90,3 % de la livraison totale de Slovenske elektrarne. Les centrales hydroélectriques opérées par la société ont atteint une production nette de 1 658 GWh. **La production a donc été 100 % décarbonée.**

### - gaz

La société chargée du transit du gaz à travers le territoire slovaque, la société parapublique Eustream sous contrôle managérial de EPH, est redevenue profitable. Pendant la période août 2023 / juillet 2024, le CA a atteint 379,7 M€, en augmentation de 67,7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les coûts de fonctionnement se sont établis à 201,9 M€ et ont chuté de 19,4 % en g.a. Ainsi, Eustream a réalisé un profit de 117,8 M€. Pour mémoire, lors de l'exercice précédent, Eustream avait réalisé sa première perte historique à hauteur de 12,6 M€. Le volume du gaz transporté était de 17,5 Mds m<sup>3</sup>, en croissance de 3,4 % en g.a., loin des 66,5 Mds m<sup>3</sup> en 2018/2019 et loin également de sa capacité totale de 90 Mds m<sup>3</sup>. Eustream a par la suite exporté 9,8 Mds m<sup>3</sup> de gaz vers l'Autriche, 2,2 Mds m<sup>3</sup> vers la Tchéquie et 1,3 Md m<sup>3</sup> vers l'Ukraine.

### - hydrogène

Le 21 février, la raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL) et la société Messer ont présenté la station de recharge hydrogène récemment modernisée dont la pression de remplissage passe désormais de 200 à 350 bars. Grâce à cette modernisation, l'autonomie des bus de la société municipale chargée du transport public à Bratislava, DPB, augmente de 40 %.

Le ministère de l'Economie soutiendra cinq projets hydrogène avec une allocation globale de 13,6 M€. Le plus grand montant, de 3,13 M€ est dédié à la société W2H2 KSK pour la production d'hydrogène dans la région de Kosice à l'est du pays. Cet hydrogène devrait être utilisé comme combustible pour les bus de la région. La société Veolia profitera d'une subvention de 3,1 M€ pour la production et le stockage d'hydrogène dans le parc industrie à Ziar nad Hronom en Slovaquie centrale. La société Right Power devrait assurer la production d'hydrogène vert pour le transport public dans la municipalité de Martin (Slovaquie centrale). Suivent ensuite les subventions de 2,3 M€ à la société Energie B4 et de 1,5 M€ à la société SPV Gepard.

### - pétrole

La raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL) a réalisé des investissements importants en 2024 à hauteur de 330 M€. Tout d'abord, Slovnaft a poursuivi ses travaux de diversification de traitement de différents types de pétrole. L'entreprise a aussi réalisé des révisions globales avec l'arrêt de 25 unités de production, soit approximativement la moitié de la raffinerie (100 M€). Slovnaft a également modernisé et élargi sa capacité de production de polypropylène PP3. En effet, la capacité de production a progressé de 33 000 t à 300 000 t / an suite à un investissement de 63 M€. Selon le groupe, les investissements devraient se poursuivre également en 2025-2026, avec les investissements estimés à 350 M€.

En 2024, le transport de pétrole sur le territoire slovaque a atteint 7,4 Mt, en baisse de 22,9% en glissement annuel. Selon la société publique chargée du transit, la société Transpetrol, cette baisse résulte principalement des arrêts consécutifs aux investissements susmentionnés. Pour mémoire, la raffinerie Slovnaft traite annuellement approximativement 6 Mt.

## Transport

### - routier

La première autoroute construite dans le cadre d'un PPP en Slovaquie et opérée par la société Via Pribina (groupe Vinci et Meridiam) a connu une hausse de trafic de 6%. En effet, sur ce tronçon de 52 km entre Nitra et Banska Bystrica (Slovaquie centrale), le nombre de véhicules en 2024 s'est établi à 15,8 M.

La société Eurovia (groupe Vinci) est la mieux placée pour signer le contrat pour le contournement de 3 km de Prievidza (43 000 habitants, ouest du pays, 20 000 véhicules / jour traversant la ville). La valeur estimée de ce marché était de 32,6 M€.

### - ferroviaire

La société publique chargée des infrastructures ferroviaires, la société Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR) a signé mi-février un contrat avec la société Siemens mobility. Ce contrat de 42 M€ financé par le Plan de relance et de résilience porte sur la densification des signalisations sur la principale artère ferroviaire entre Bratislava et Trnava où le réseau est le plus fréquenté. Cet investissement permettra un déploiement à terme plus élevé de trains, soit, sur cette ligne, 430 trains / jour, correspondant à une hausse de 27% par rapport à la situation actuelle.

La société publique chargée du transport de passagers, la société Zeleznicna spolocnost Slovensko (ZSSK) a augmenté le prix de ses billets, une première depuis 2011. Cette hausse, qualifiée de « paiement pour le service », s'applique à l'achat du billet au guichet (+1 €) ou directement dans le train (+3 €), les prix en ligne restent inchangés. La mesure est en vigueur à partir du 15 mars 2025. Sont exemptés de cette hausse les seniors et les personnes en situation d'handicap grave. ZSSK espère des recettes supplémentaires de 20 M€ / an.

### - aérien

La société publique chargée des services de survol du territoire slovaque, Letove prevadzokve sluzby, a recensé pour 2024, 592 556 survols du territoire, en hausse annuelle de 13,4%. Le nombre de survols a même dépassé celui de 2019 de 8,5%. L'espace aérien a été en particulier utilisé par les compagnies Turkish Airlines, Ryanair, Emirates, Qatar Airways et Wizz Air.

## Environnement

En février, l'Autorité de contrôle suprême a publié son analyse sur les décharges illégales. Sont recensées 11 378 décharges illégales en Slovaquie, soit le deuxième nombre le plus élevé dans l'UE. Les coûts de liquidation de ces décharges sont évalués à 27 M€.

Selon les statistiques d'Eurostat, en 2023, la Slovaquie a généré 472 kg de déchets municipaux par habitant (moyenne européenne de 511 kg), en baisse de 6 kg par rapport à 2022 et de 25 kg par rapport à 2021, année record pour les déchets municipaux par habitant. Pour mémoire, la moyenne de dix dernières années s'élève à 414 kg / habitant (504 kg/habitant en moyenne dans l'UE). La production totale de déchets municipaux s'est établie à 2 561 000 t, en baisse depuis 2021 (2 705 000 t). La part des déchets recyclés est en hausse, elle a augmenté de 10,4% en 2014 à 50,3% en 2023 dont le recyclage matériel (32,7% de la production totale des déchets) et le compostage et méthanisation (17,6%). Concernant le recours à la mise en décharge, sa part était de 39,6% en 2023 contre 75,8% en 2014.

# LITUANIE

## Energie

### *- infrastructures électriques*

Dans la foulée de la désynchronisation du réseau d'électricité BRELL le 8 février, l'opérateur du réseau d'électricité Litgrid a entamé le démantèlement des lignes de transmission électrique reliant la Lituanie à la Russie, en commençant par un segment de 10 km de la ligne de transmission allant de la centrale hydroélectrique de Kruonis jusqu'à Sovetsk dans l'Oblast de Kaliningrad. Au total, douze lignes de transmission avec la Biélorussie et trois avec la Russie, qui représentent une longueur de plus de 182 km, doivent être démontées d'ici fin 2025.

Dans le cadre de la dernière étape de libéralisation du marché de l'électricité, le gouvernement souhaite garantir l'accès des ménages les plus précaires à une électricité plus abordable à moyen terme. Près de 500 000 ménages auraient été obligés, selon la législation en vigueur, de choisir leur fournisseur d'électricité d'ici fin 2025, mais le ministère de l'énergie souhaite étendre leur accès à l'approvisionnement public d'électricité jusqu'en 2030. Outre le maintien de l'accès à de l'électricité à un coût relativement faible, cette mesure permet également de réduire les démarches administratives pour les ménages concernés. La proposition doit encore être validée par le gouvernement et par le Seimas.

### *- énergies renouvelables*

Depuis fin février, les particuliers peuvent faire la demande d'une aide publique pour des travaux, futurs ou passés, d'installation ou d'augmentation des capacités d'une ancienne installation de panneaux photovoltaïques. Le montant total des aides prévues par l'Etat est de 35 M€. Les candidatures peuvent être déposées auprès de l'agence de gestion des projets environnementaux (APVA). Par ailleurs, les procédures afin d'obtenir une subvention ont été simplifiées de manière à accélérer son versement aux ménages.

En 2024, la production d'électricité en Lituanie a augmenté de 37 %, atteignant près de 8 TWh, dont 70 % provenaient des énergies renouvelables. La production d'électricité locale a couvert 63 % de la consommation totale du pays, un niveau inédit depuis la fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina en 2009. La production des centrales éoliennes et solaires a connu des hausses significatives, respectivement de 38,3% et 101% sur une année. Du côté de la demande, la consommation d'électricité a augmenté de 5 %, portée par les secteurs industriel, agricole et des services. Les importations d'électricité ont diminué de 13%, tandis que les exportations ont augmenté de 9 %, notamment vers la Lettonie.

## Transport

### *- routier*

La première station de recharge pour véhicules électriques sur l'autoroute entre Vilnius et Klaipėda a ouvert. L'entreprise Eldrive a investi plus de 2 M€ dans la deuxième station de la sorte qu'elle a financée dans le pays. Cette station est une étape supplémentaire dans le développement d'un réseau de plus de 300 stations de recharge dans le pays alors que le nombre de voitures électriques est en augmentation, même si leur nombre reste relativement faible.

Les investissements dans les infrastructures routières vont croître en 2025 par rapport à 2024 grâce à l'augmentation des dépenses publiques et au transfert de la gestion de certaines routes aux municipalités. Le transfert de la compétence de gestion et d'entretien de certaines routes se situant sur le territoire des municipalités va permettre de faciliter et d'accélérer les travaux. Pour cela la part du programme d'entretien et de développement des routes allouée aux municipalités est passée de 33% à 43% par rapport à l'année dernière. Le budget total pour les routes lituaniennes en 2025 s'élève à 804 M€, dont 583 M€ pour le programme d'entretien et

de développement des routes. 161,2 M€ proviennent de subventions européennes, à la fois du programme Connecting Europe Facility et du CFP 2021-2027.

L'opérateur routier Via Lietuva a entrepris de mener des opérations d'entretien des ponts routiers en mauvais état afin d'en prolonger la durée d'exploitation et d'en diminuer la dangerosité. Près de 13 % des ponts sur les routes d'importance nationale sont en mauvais état, et beaucoup d'autres atteignent un âge avancé (50-60 ans), risquant une dégradation rapide. Afin de prolonger la durée de vie de ces infrastructures, Via Lietuva a débuté des projets de rénovation d'au moins 40 ponts sur deux ans. Ces travaux, d'une valeur d'environ 4 M€, visent à éviter une détérioration rapide, notamment en renouvelant les joints de dilatation et en entretenant les systèmes de drainage.

## - ferroviaire

Le vice-ministre des Transports et des Communications a appelé à accélérer la mise en œuvre du projet Rail Baltica lors d'une réunion avec les responsables des entreprises prenant part au projet en Lituanie. Actuellement, des travaux de construction sont en cours sur 46,3 km de la ligne principale de Rail Baltica, et ils devraient s'étendre sur 114 km d'ici la fin de l'année. A ce jour, le financement assuré pour la mise en œuvre, sur le territoire lituanien, de ce projet s'établit à 1,6 Mds€ dont la majeure partie provient de l'UE. Les autorités lituanienes ont pour objectif d'utiliser un tiers de ce montant en 2025.

# LETTONIE

## Remaniement ministériel

Le 6 mars 2025, M. **Atis Švinka**, député de la Saeima, membre du parti des « Progressistes » et secrétaire parlementaire du ministère de la Défense, **a été nommé au poste de ministre des Transports.**

## Énergie

**L'entreprise Norsaf (ex GI Terminal), basée dans la zone économique spéciale de Liepaja, prévoit de lancer un projet de production de carburant d'aviation durable (SAF) et de construire un terminal de CO<sub>2</sub> liquide.** L'entreprise a conclu un accord avec la société américaine KBR qui fournira des solutions d'ingénierie et des équipements pour la nouvelle installation de production d'une capacité de 100 000 t/an. La technologie choisie offrira un cycle complet - l'électricité éolienne et solaire verte sera utilisée dans le processus d'électrolyse pour produire de l'hydrogène vert, qui sera ensuite utilisé avec le CO<sub>2</sub> collecté comme matière première pour produire du SAF et de l'eSAF. L'entreprise Norsaf est détenue par la société d'origine lituanienne Avia Solutions Group à hauteur de 51 % et la société estonienne TIIjet (49 %). Plus d'information: [Liepaja SEZ Company Attracts Strategic Investor and Changes the Name » SEZ](#)

**L'entreprise énergétique Latvenergo AS prévoit de développer d'ici à 2030 des systèmes de stockage d'énergie par batterie (BESS) d'une puissance de 250 MW avec une capacité de stockage de 500 MWh.** Il s'agit d'un nouveau domaine d'activité stratégique de l'entreprise qui vise à devenir le principal acteur des BESS sur le marché balte. Les premiers projets sont en cours de réalisation sur les sites de production de Latvenergo en Lettonie, et notamment les centrales de cogénération TEC - 1 et TEC - 2, ainsi que la centrale hydroélectrique de Riga. La passation des marchés et la sélection des fournisseurs pour ces projets sont actuellement en cours. Plus d'information : [Latvenergo invests heavily in battery systems, plans to become the Baltic market leader in BESS - Latvenergo](#)

## Transport

**Le 25 février 2025, le ministère des Transports a présenté au gouvernement les principales priorités pour améliorer la sécurité routière en Lettonie,** avec l'objectif principal de diminuer le nombre de personnes gravement blessées et tuées dans des accidents de la route de 35%

d'ici 2027. Dans son rapport, le ministère a identifié comme principales priorités des exigences plus strictes pour la formation des jeunes conducteurs et l'installation d'au moins 16 nouveaux radars de vitesse moyenne et de radars feu - rouge. Parmi les mesures proposées par le ministère figurent également l'introduction d'enquêtes systématiques sur les accidents graves, l'interdiction de virages à gauche, l'évaluation de la résistance à la fatigue des conducteurs de transport en commun et de camions, et l'augmentation de la sécurité de la micromobilité. Plus d'information : [Īstenos papildu pasākumus ceļu satiksmes negadījumos smagi ievainoto un bojāgājušo skaita samazināšanai | Satiksmes ministrija](#)

## Infrastructures

**Le ministère des Transports envisage d'orienter 24,5 M€**, disponibles dans le cadre de la politique de cohésion pour les années 2021-2027, **vers le développement de terminaux intermodaux intérieurs, ou « ports secs »**, afin d'assurer le transfert du fret routier vers l'infrastructure ferroviaire. Il est prévu de développer 2 à 3 terminaux multimodaux pour la manutention régulière de conteneurs et de semi-remorques dans les régions de Latgale et de Vidzeme, des zones d'empilage pour les grumes, ainsi que des connexions d'infrastructures ferroviaires principalement pour le transbordement des céréales et des copeaux de bois. Le développement des ports secs est l'une des mesures qui permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dues au transport et d'améliorer la qualité de l'environnement, contribuant ainsi aux objectifs verts de l'UE.

## ESTONIE

### Énergie

#### - renouvelables

**Le gouvernement estonien avait annoncé, en début d'année, la mise en place d'un dispositif de soutien au développement des projets éoliens en mer d'un montant de 2,6 Mds€** pour les 20 prochaines années, soit 130 M€ de subventions par an. Toutefois, la présidente de la commission anti-corruption du Parlement estonien a émis plusieurs critiques : d'une part cette aide financière a été décidée en cercle restreint et n'a pas été débattue au Parlement, d'autre part les calculs n'ont pas été rendus publics, notamment sur le prix final de l'électricité et la rentabilité déclarée de 5 Mds€. Le gouvernement a ensuite décidé de la suspension du dispositif. Le ministère du Climat semble retarder le soutien aux projets éoliens offshore **pour se concentrer sur l'éolien onshore**. « *Nous irons de l'avant avec l'énergie éolienne terrestre ; des enchères inversées seront annoncées en avril* », a déclaré Yoko Alender, ministre du Climat. Par la même occasion, la ministre a également indiqué **poursuivre le développement d'un programme pour l'énergie nucléaire**.

**Le producteur estonien d'énergie renouvelable Enefit Green a produit, en janvier 2025, 30% d'électricité de plus qu'à la même période l'année dernière, soit 247 GWh**. L'augmentation de la production a été tirée par le parc éolien de Sopi-Tootsi situé au centre du pays. Ce dernier a atteint sa capacité maximale de production pendant le mois de janvier et a produit un tiers de la production totale d'énergie éolienne (235,1 GWh) d'Enefit Green.

**L'énergie produite par la biomasse a marqué une augmentation de 9,4 %**, grâce à la centrale de cogénération d'Iru, à l'est de Tallinn, qui est la seule unité de production dans ce secteur pour Enefit Green. En outre, **la production d'énergie solaire**, qui représente une part très faible de la production d'énergie d'Enefit Green et de l'Estonie de manière générale, **a atteint 1,2 GWh, soit une augmentation d'environ 33%**.

#### - électricité

En 2024, le gestionnaire de réseau électrique, **Elering, a collecté plus de 83 M€ de redevances** auprès des consommateurs et a versé un montant sensiblement égal de subventions aux producteurs d'énergies renouvelables.

Le montant le plus important, soit 8,12 M€, a été reçu par la centrale électrique de cogénération de Vão, à l'est de Tallinn. Les entreprises Enefit Green et Imavere Energia ont toutes les deux reçu 4,5 M€ pour la centrale d'Iru et la centrale d'Iversion, à nouveau situées à l'est de Tallinn.

## Transports

Selon le ministre des infrastructures Vladimir Svet, **l'Estonie devrait mettre en place 86 nouvelles stations de recharge pour véhicules électriques et 214 bornes dans le pays avec le soutien de l'Union européenne, dans les années à venir.** L'aide proviendra du Mécanisme pour les infrastructures de carburants alternatifs (AFIF), un fonds de 422 M€ qui finance 39 projets en Europe, dont 4 900 bornes de recharge pour véhicules électriques.

A titre d'exemple, le responsable de la municipalité de Rapla, au centre du pays, a annoncé qu'un appel d'offre devrait être annoncé en 2025 afin de construire 5 nouveaux centres de recharge dans la région. Actuellement, seul 6 centres de charge existent dans la région de Rapla. La municipalité a estimé le coût de cet appel d'offre à 1,75 M€, soit environ 350 000 € la station de chargement.

**En la matière, l'Estonie accuse un retard face à ses partenaires européens.** En 2024, il existait 911 points de recharge publics dans le pays. A titre de comparaison, la Lettonie en possédait 1 020 et la Lituanie 2 222, tandis que la moyenne européenne s'élevait à 29 450. Actuellement, 8 600 véhicules électriques sont immatriculés en Estonie, soit environ 6,7 voitures électriques pour 1 000 habitants.

**En outre, la répartition est très inégale sur le territoire, plus de la moitié des stations de recharge ont été installées dans le comté de Harju** (comté où se trouve Tallinn) ; dans certaines régions, le sud-est et le nord-est notamment, les bornes de recharge sont quasiment inexistantes.

# Agenda

18 - 19 mars	<a href="#">Baltic Nuclear Energy forum</a> – Gdansk
19 - 21 mars	Conférence internationale « <a href="#">Hydrogen Days 2025</a> », Prague
25-26 mars	<a href="#">Climate congress of Poland</a> , Varsovie
26 - 28 mars	<a href="#">Power connect – Energy summit</a> - Gdansk
8 avril	<a href="#">Conférence sur le financement futur du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)</a> – Lublin
23-25 avril	<a href="#">European Economic Forum</a> , Katowice
24 avril	<a href="#">WindWorks. Powering Economy</a> , Riga
6-8 mai	<a href="#">2025 cities mission conference</a> , Vilnius
13-15 mai	<a href="#">Rénovation urbaine : défis et solutions</a> – Poznan
14-15 mai	<a href="#">Impact Forum</a> , Poznan
14-16 mai	Conférence environnementale <a href="#">ENVIRO 2025</a> , Velké Karlovice
19-20 mai	<a href="#">Climate change adaptation mission forum</a> , Wroclaw
16-17 juin	<a href="#">Sommet énergétique polonais</a> , Gdansk
23-27 juin	<a href="#">Décarbonation de l'industrie</a> – Varsovie & Prague, Programme d'immersion – Business France
04 -11 novembre	<a href="#">Conférence Biomasse, Biogaz et Energie 2025</a> , Přeřov

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : [noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr](mailto:noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr)